

Examen de passage pour le nouveau directeur

C'était le deuxième CSE depuis sa nomination, et Philippe Martinetti, nouveau directeur du réseau depuis cet été, a voulu marquer un vrai tournant dans la gouvernance de nos antennes.

Plus question pour lui de laisser en suspens les dossiers de santé au travail, plus question de reporter à plus tard les projets de transformation qui lui semblent urgents.

Un volontarisme plutôt bien accueilli par les élus du CSE, avec toutefois la crainte que les actes ne suivent pas les bonnes paroles.

Ces deux jours d'instance ont donc été une véritable mise à l'épreuve des intentions du nouveau directeur, aussi bien sur les questions santé que sur les développements futurs de France 3 en région.

Santé et conditions de travail : des paroles aux actes

Plusieurs dossiers très lourds étaient à l'ordre du jour de ce CSE : les situations de Montpellier, Amiens et Brest, ont été examinées à l'issue de rapports d'expertise ou d'enquêtes aux résultats très disparates.

A Montpellier, l'expertise déclenchée par le CSE à la suite d'incidents graves et répétés dans les collectifs des rédactions de Languedoc Roussillon, a été menée par le cabinet Sécafi à l'hiver et au printemps dernier. Et le tableau dressé est implacable.

L'ancien rédacteur en chef, devenu adjoint sur place à sa demande, est qualifié de manager déviant : il a usé pendant plusieurs années de méthodes autocratiques sans que les alertes individuelles ou collectives ne soient véritablement prises en compte par la direction. Trois années durant lesquelles de nombreux salariés ont vécu des dénigrement, des humiliations et des menaces conduisant certains d'entre eux à une véritable dépréciation de leurs capacités professionnelles, les

poussant à un auto-dénigrement et parfois même à des idées mortifères. Autant de faits que la direction régionale, devant l'évidence, a fini par admettre, et que le nouveau directeur du réseau a clairement entendus. Au lendemain de ce CSE, ledit manager a été suspendu à titre conservatoire. Une procédure disciplinaire est en cours à son encontre.

A Amiens, la nouvelle direction régionale semble avoir pris la mesure des dégâts humains provoqués ces dernières années. L'enquête conjointe menée par un représentant de proximité et une représentante de la direction a éclairé sous un jour nouveau la situation. Une restitution confidentielle aura lieu auprès des personnes concernées.

A Brest, après la dégradation de photos en salle de repos - punaises dans les yeux de plusieurs personnels de locale dont une élue du CSE - l'enquête menée plusieurs mois après les faits par un cabinet privé est

(...)

(...)

apparue très insuffisante aux élu-e-s. Elle sera restituée là encore en toute confidentialité aux personnes concernées.

Sur ces trois situations, des manquements graves des directions régionales dans la gestion de ces dossiers ont été très clairement mis à jour.

La direction du réseau ainsi que la direction générale de France Télévisions semblent vouloir en tirer toutes les leçons, notamment en agissant sur le plan disciplinaire vis-à-vis d'un de ses cadres, un fait rarissime.

Pour le SNJ, oui, l'action disciplinaire peut être parfois incontournable quel que soit le statut du salarié. Mais cette action n'est pas une fin en soi.

Aujourd'hui il faut agir pour que des agissements aussi graves ne puissent se reproduire. Jusqu'à présent, malgré de multiples alertes des élus, de telles situations parvenaient à s'enkyster dans nos rédactions et nos antennes pendant des mois, voire des années. Et **c'est bien l'inaction des directions concernées qui interroge sur la qualité réelle du dialogue social.**

Cette direction doit en tirer les conséquences et mettre en place de nouvelles méthodes qui s'imposent à tous les managers. Des méthodes qui soient en phase avec « la raison d'être » de notre entreprise affichée fièrement par la Présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte. Comment peut-on laisser un manager s'installer dans des dérives autocratiques quand nous prétendons collectivement « *contribuer au débat démocratique* » ? Comment pouvons-nous collectivement « *accueillir la parole citoyenne* » quand la parole des journalistes au sein d'une rédaction est ainsi méprisée ?

Les déclarations du nouveau directeur du réseau nous font croire à une vraie prise de conscience sur ces sujets. Souhaitons avec lui qu'il y ait « *un avant et un après ce rapport Sécafi de Montpellier* ».

Par ailleurs, **le CSE a rendu un avis favorable – avec réserves – pour le projet de déménagement de la locale de Pau avec quelques points positifs** : relocalisée en centre-ville avec une superficie identique, avec douche et des emplacements sécurisés pour les vélos ! Mais deux gros points négatifs demeurent avec l'openspace de la salle de rédaction qui reste un couloir de passage vers les salles de montage : le risque de nuisances sonores, comme les dangers en cas de pandémie, ne sont toujours pas pris en compte par la direction de l'immobilier. Un manque de réflexion navrant pour un projet conçu en pleine crise sanitaire !

Pour les tournages en milieu difficile des formations vont avoir lieu dans les mois qui viennent pour les équipes de tournage. Le directeur du réseau incite aussi à une réflexion éditoriale en profondeur pour ne pas renouveler toutes les semaines les mêmes sujets « Manifs ».

Questionné sur le télétravail dans les rédactions, le DRH du réseau, Samuel Bignon a indiqué que rien n'était impossible a priori mais qu'il fallait aussi voir à chaque fois l'impact sur le collectif avant de permettre le télétravail.

Enfin, pour les **capteurs de CO2 dans nos antennes** il nous faudra attendre les résultats de tests bordelais et parisiens début octobre avant d'en équiper nos stations. Nous avons demandé que les locales et les BEX ne soient pas oubliés à l'heure de leur déploiement.

Parmi les autres sujets abordés, la question du passe sanitaire sera traitée le 6 octobre, en CSE central. •



Une régionalisation toujours aussi floue

La direction n'avance qu'à pas de loup sur ce sujet mais elle affirme ne pas avancer masquée.

Au fil des différentes négociations et des différents projets d'expérimentation, nous sentons bien qu'il y a des tiraillements parmi les décideurs qui nous gouvernent. Entre ceux qui veulent renverser la table, en commençant par casser la profession de journalistes, et ceux qui savent sans doute qu'ils n'ont pas la main pour cette évolution mal réfléchie, les contradictions sont de plus en plus apparentes.

Au cours de ce CSE, elles n'ont pas manqué : la **régie automatisée** (après le bide de Rouen) revient sous forme d'expérimentation à Strasbourg et ça fera finalement l'objet d'un accord après que la direction ait longtemps suggéré le contraire.

(...)

Appel d'offres gardiennage

L'appel d'offres concernant les sociétés de gardiennage s'est déroulé cet été. Les élus du CSE ont attiré l'attention de la direction sur de multiples difficultés pour la définition des tâches et les conditions de travail de ces personnels, qui sont souvent le premier contact physique ou téléphonique avec notre entreprise. Ces gardiens ne devraient plus du tout s'occuper de l'accueil ni des tâches annexes comme le courrier ou les clés des voitures... Ils auront en charge la totalité du traitement des alertes incendie et devront signaler tous les défauts et manquements de nos installations en la matière. Ce sera dorénavant leur cœur de métier avec les risques d'intrusion sur nos sites. •

(...)

Mais à la question « pour quoi faire ? », il y a ceux qui répondent qu'il faut juste tester l'outil et puis ceux qui disent qu'il faut en profiter pour écrire un nouveau JT ! Reste à trancher entre les deux options...

Quand les élus dénoncent des retransmissions sportives réalisées à minima, sans réalisateur par exemple, on nous répond qu'il est tenu compte de chaque retour d'expérience et que les ajustements sont permanents !

Quand on parle de sites régionaux expérimentaux pour le numérique, comme cela avait été présenté avant l'été, on nous répond que ce ne sont pas des expérimentations mais seulement des tests pour améliorer la visibilité de nos contenus...

Et pour tenter de nous rassurer, le directeur du réseau nous déclare : « Je ne décris pas un projet bouclé. La co-construction ne me fait pas peur. Je veux impliquer tous les personnels, pour toutes les activités : le numérique, les émissions, les JT... On va pouvoir avancer ensemble dans un CSE stratégique. »

Mais la seule certitude, pour l'instant, c'est que ce CSE extraordinaire prévu initialement le 11 octobre est reporté sine die ! Le temps sans doute pour la direction du réseau, d'éclaircir les responsabilités au sein de ses troupes : entre la direction de l'info régionale, celle du numérique et le grand manitou de la transformation, il y a beaucoup de capitaines à la manœuvre qui ne semblent pas tous tirer dans le même sens ! •

Vos élus et représentant syndical SNJ au CSE Réseau :

Jean-Manuel Bertrand, François Ollier, Thierry Will
et Hervé Colosio